

# Appel à la mobilisation pour une politique éducative ambitieuse !

Dans le second degré, en région parisienne depuis le mois de février, des dizaines de milliers de lycéens, d'enseignants et de parents d'élèves manifestent leur opposition aux 11 200 suppressions de postes (2102 en Ile de France) et à la généralisation du bac pro en 3 ans assortie de la suppression de classes et de sections en BEP à la rentrée 2008

Dans le 1<sup>er</sup> degré, la réussite de tous les élèves risque d'être encore plus compromise. Les nouveaux programmes, rejetés à la quasi-unanimité, traduisent une conception rétrograde et passéiste de l'école ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Les 19 organisations, rejointes par la FGPEP, demandent à nouveau au Ministre de l'Education nationale de surseoir à ce projet et de prendre le temps d'une concertation approfondie, s'appuyant sur l'avis des spécialistes, des différentes associations et organisations concernées, mais aussi sur ce qu'ont vraiment dit les enseignants à travers les demi-journées où ils ont pu s'exprimer en mars. La suppression de deux heures d'enseignement par semaine transformées partiellement en heures de soutien après l'école, et la mise en place des stages de « remise à niveau » vont à l'encontre des besoins des élèves en difficulté. Ces réformes constituent au contraire un début d'externalisation de la lutte contre l'échec scolaire qui risque d'aggraver les inégalités, d'autant plus qu'elle s'accompagne de la suppression de moyens (Rased, soutien,...).

Ce budget 2008 de rigueur qui concerne les personnels administratifs comme les personnels enseignants de l'Éducation nationale se traduira par une dégradation importante des conditions de travail dans les rectorats, les IA et les secrétariats d'établissements, ainsi que des conditions d'étude (classes surchargées, abandon d'options, de dédoublements, de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants). Il ouvre la porte à encore plus d'inégalités et d'exclusion. En lien avec la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui annonce dès l'an prochain une accélération des suppressions de postes jusqu'en 2012 (20000 par an), il s'inscrit dans une logique libérale de régression et de mise en concurrence des élèves et des établissements.



Dans le même temps, les mesures contre les personnels et leurs statuts se multiplient, notamment avec le recours massif aux heures supplémentaires, alourdissant leur charge de travail et fragilisant encore plus les possibilités de suivi plus individualisé des élèves ainsi que la permanence des enseignements eux-mêmes.

Au lieu de rester sourd et de réprimer les manifestants, singulièrement les lycéens, le gouvernement serait bien avisé d'entendre, enfin, leurs revendications, leurs exigences.

Les dernières propositions faites par DARCOS aux lycéens ne peuvent répondre à la revendication de rétablissement des postes supprimés. Elles ne dégagent aucun véritable moyen nouveau et sont largement un leurre, le recrutement des assistants pédagogiques et d'éducation s'avérant déjà fort difficile dans les académies de Créteil et Versailles !

Les organisations signataires appellent tous les citoyens qui s'inquiètent de l'avenir de l'école dont, les parents, les étudiants, les personnels de l'éducation à se mobiliser pour amplifier le mouvement afin d'obtenir le retrait des suppressions de postes et des réformes annoncées et la mise en œuvre de budgets ambitieux permettant une évolution démocratique et progressiste de l'école.

Elles les appellent à organiser des réunions pour débattre tous ensemble et à aller à la rencontre de la population, des élus, pour mieux les informer du danger de désorganisation et d'une remise en cause sans précédent du service public de l'Education.

Afin d'amplifier les mobilisations des semaines précédentes, les organisations signataires, dans le cadre d'une grande journée nationale de convergence des parents avec les lycéens, étudiants, enseignants et tous les personnels de l'éducation appellent à une

**Manifestation régionale de l'Île de France à Paris,  
SAMEDI 24 MAI.  
RdV à 14h30 au RER Luxembourg**

*A la fin de la manifestation, en direction du Ministère, une délégation demandera à y être reçue.*

FCPE (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95, Île de France) ; Sud Lycéen; CGT-Educ' Action Versailles, Créteil, 93; FSU (Île de France, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95) ; SGEN-CFDT Créteil, Paris, Versailles ; SUD Education Paris, Versailles, Créteil; UNSA Education Paris et IdF AG des établissements d'IDF ;